

FIAN

Mémoire en vue des élections européennes, fédérales et régionales 2019

Position d'Ecolo

Nous sommes tout à fait d'accord sur les constats et les solutions mises en avant par FIAN, nous les partageons entièrement.

Pour Ecolo, la mise en place d'un système alimentaire sain, local, équitable, accessible à tous et respectueux de l'environnement est une priorité. Cela passe par la réalisation de quatre objectifs qui s'inscrivent dans une approche systémique. Ils doivent être développés dans un plan pluriannuel, dans une politique alimentaire intégrée.

1. La transition agro-écologique de la production agricole : une agriculture diversifiée, sans recours aux intrants chimiques, qui met en avant les synergies naturelles, où la coopération entre producteurs est encouragée plutôt que la compétition. Créatrice d'emplois de qualité, elle applique les principes de l'économie circulaire (gestion efficace des minéraux organiques, gestion de la biomasse) et les principes d'éthique pour la santé animale. L'agro-écologie est source de services éco-systémiques (biodiversité, qualité des sols et des eaux) et représente une stratégie crédible et performante pour lutter contre le changement climatique.

2. La transition équitable de la transformation et de la distribution : une transformation et une distribution qui soient éthiques et équitables pour toutes les personnes, qui préservent les petits et moyens acteurs, qui favorisent le commerce local, qui évitent le système de standardisation, qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre. La transparence de l'évaluation des critères de qualité, pour asseoir la confiance et la sécurité alimentaire doit être assurée et le circuit-court devenir le système dominant.

3. La transition écologique de l'alimentation: une alimentation saine et diversifiée qui assure la santé et le bien-être individuels et collectifs, répondant aux besoins et aux préférences culturelles, accessible à tous, issue d'un système agro-alimentaire juste et durable, et à basse empreinte carbone.

4. La transition démocratique de la gouvernance alimentaire: une mise en œuvre effective de

la souveraineté et de la démocratie alimentaires. Ceci passe par une stratégie qui développe à la fois une vision globale de la chaîne alimentaire et la mise en place de Conseils de politique alimentaire et d'un Ministère de l'Alimentation. Cet objectif inclut le soutien à des programmes alimentaires territoriaux au niveau rural mais aussi urbain (ex : ceintures alimentaires) et un plus grand respect des agricultures du Sud de la planète.

Avis d'Ecolo sur les priorités de FIAN:

1. Nous nous sommes battus pour l'instauration d'un droit à l'alimentation en Belgique. Nous avons déposé en 2014 une Proposition de loi-cadre instaurant l'obligation d'une mise en oeuvre effective du droit à l'alimentation par la Belgique. Le processus n'est pas arrivé à son terme. Faire approuver cette Loi-cadre reste une de nos priorités. (<http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=flwb&language=fr&cfm=/site/wwwcfm/flwb/flwbn.cfm?lang=F&legislat=54&dossierID=0518>).
2. Nous sommes favorables au Traité contraignant sur les entreprises transnationales. Celui-ci représente un outil important pour lutter contre les violations des droits humains et les dommages environnementaux de ces acteurs. Il faut agir de manière déterminée et réglementer les activités à l'origine de toute source d'injustice menées par des entreprises qui se croient "en dessus de la loi" que cela soit au niveau des négociations internationales et européennes ou au niveau de la législation belge.
3. Les approches agro-écologiques qui marquent une vraie durabilité économique, sociale et environnementale, et favorisent la construction d'une indépendance des

acteurs, doivent sans doute être mises au centre de la Politique de Coopération au Développement. La FAO a récemment témoigné d'une reconnaissance de ces approches, ce qui est un élément favorable. Le soutien d'une agriculture paysanne, nourricière et durable est à la base de toute stratégie de coopération au développement efficace.

4. Nous avons travaillé pour soutenir le vote de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans via une pression sur le Gouvernement de nos députés dont Benoit Hellings, à l'époque député fédéral et de Patrick Dupriez alors Co-président d'Ecolo : <https://plus.lesoir.be/179559/article/2018-09-20/droits-des-paysans-lonu-la-belgique-ne-peut-plus-sabstenir>.

Nous continuerons à travailler pour soutenir les droits de celles et ceux qui nous nourrissent et qui les premiers, paient les conséquences des mauvais choix politiques (en termes socio-économiques, de changement climatique, entre autres). Nous n'acceptons absolument pas la disparition de l'agriculture paysanne ni en Belgique ni ailleurs!

5. Nous sommes en faveur de la fin du soutien public aux agro-carburants néfastes, tel que le biodiesel d'huile de palme. A tout point de vue, c'est un non-sens.
6. La transition démocratique de la gouvernance alimentaire est un des quatre axes qui fondent notre politique en la matière (Objectif 4).
7. La transition agro-écologique de la production agricole est aussi un des quatre axes stratégiques (Objectif 1). La PAC post-2020 doit devenir un outil fondamental pour soutenir cette transition. Nous avons déposé une résolution en ce sens, discutée début d'année au parlement wallon (http://nautilus.parlementwallon.be/Archives/2017_2018/RES/1113_1.pdf). La PAC doit bénéficier davantage aux pratiques agricoles durables, adaptées aux défis climatiques, à l'agriculture familiale, à la production de services éco-systémiques (soutien à la biodiversité, protection des sols et des eaux, lutte contre le changement climatique,...), aux circuits alimentaires plus courts. La PAC doit

bénéficier à toutes et tous, jeunes, femmes, nouveaux agriculteurs et agricultrices. La réforme de la PAC nécessite aussi, pour être vraiment efficace, la mise en place d'une politique alimentaire commune capable de construire les synergies nécessaires pour la transition de tout le système alimentaire. Parmi les services publics de soutien à l'agriculture paysanne nous travaillons aussi sur la mise en place d'un Conseil agricole indépendant.

8. Accès à la terre et protection des biens communs tels que eaux et sols. En ce sens, nous plaidons pour l'arrêt de l'étalement urbain et la lutte contre l'artificialisation de nos territoires, pour l'interdiction de la vente de terres agricoles par les pouvoirs publics et pour leur mise à disposition pour des projets agro-écologiques (Ecolab Alimentation https://ecolo.be/wp-content/uploads/2018/02/20180810_Ecolab_Alimentation-low.pdf).

Nous soutenons une mise en route efficace des outils de l'Observatoire du foncier y compris la mise en place d'un droit de préemption sur modèle du SAFER français. Nous défendons l'interdiction de tout produit phytosanitaire via la mise en place d'un Plan global avec le secteur agricole.